

LA FEMME IVOIRIENNE AU PRISME DE LA VIOLENCE PRÉ-COLONIALE : ENTRE OBJETS D'ÉROTISME, ACTRICES DES GUERRES MEURTRIÈRES ET ÉVOLUTION DU FÉMINISME EN CÔTE D'IVOIRE XVIII^e-XX^e SIÈCLES

Siaka TRAORE

Université Alassane Ouattara

shacool1976@gmail.com

Résumé

Cet article discute des origines du féminisme en Côte d'Ivoire ainsi que son évolution, de l'époque précoloniale à l'ère postcoloniale. À travers une démarche diachronique, il permet de comprendre la trajectoire de la lutte des femmes ivoiriennes pour s'émanciper des carcans socioculturels, de la période précoloniale à nos jours. Ce retour au passé sert ainsi de rampes pour mieux entrevoir les perspectives.

L'étude a été réalisée grâce au recoupement des données archivistiques collectées aux Archives Nationales d'Outre-Mer (Aix-en-Provence), au Service Historique de la Défense (Vincennes à Paris) et celles d'une bibliographie. L'objectif est d'examiner la rationalité liant les facteurs des prémices à la confirmation du féminisme en Côte d'Ivoire

Les résultats de cette réflexion s'articulent autour de trois axes. Victimes, durant des siècles des violences psychologique et physiques du fait de leur statut de sexe faible dans des sociétés patriarcales, les femmes ivoiriennes commencent à prendre leur destin en main, en 1949, aux côtés du Parti Démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI), dans le cadre des luttes émancipatrices. Cet éveil se corse à travers les instances du parti unique, dans la période postcoloniale où les conditions quotidiennes s'améliorent au fil des décennies. Le tournant intervient en 1990, avec le vent de démocratisation, du multipartisme et de la liberté de parole. Les organismes non gouvernementaux fleurissent pour glaner des points au profit des femmes. Pour relever les défis liés aux pesanteurs sociologiques, le cyber féminisme reste une piste privilégiée.

Mots clés : *Féminisme, violences, précoloniale, femme, progrès*

Abstract

This article discusses the origins of feminism in Côte d'Ivoire and its evolution from the pre-colonial to the post-colonial era. Through a diachronic approach, it sheds light on the trajectory of Ivorian women's struggle to emancipate themselves from socio-cultural constraints, from the pre-colonial period to the present day. This look back at the past thus serves as a springboard for better understanding future prospects.

The study was conducted by cross-referencing archival data collected at the National Overseas Archives (Aix-en-Provence), the Historical Service of the Ministry of Defense (Vincennes, Paris), and a bibliography. The objective is to examine the rationale linking the factors that led to the emergence and consolidation of feminism in Côte d'Ivoire.

The results of this analysis are structured around three main themes. Victims for centuries of psychological and physical violence due to their status as the weaker sex in patriarchal societies, Ivorian women began taking their destiny into their own hands in 1949, alongside the Democratic Party of Côte

d'Ivoire (PDCI), within the framework of the emancipation struggles. This awakening became more complex within the structures of the single-party system during the post-colonial period, even as daily conditions improved over the decades. The turning point came in 1990 with the wave of democratization, multi-party politics, and freedom of speech. Non-governmental organizations flourished to gain ground for women. To address the challenges linked to sociological constraints, cyberfeminism remains a key avenue.

Keywords: *Feminism, violence, pre-colonial, wife, progress*

Introduction

Sur l'échelle de l'histoire, les rapports entre la femme, les violences sexistes et le féminisme connaissent diverses trajectoires qui furent déjà au centre de plusieurs études. En Côte d'Ivoire, l'émergence des femmes dans la sphère politique (Sizoo, 2003) ainsi que la lutte pour les droits des femmes via les réseaux sociaux concentrent plusieurs écrits (Dagungo, 2025 ; Mougin, 2020). D'autres études examinent les enjeux du féminisme ainsi que le combat pour un changement de mentalités à travers notamment la lutte contre les pesanteurs socioculturelles. Les configurations de la lutte en milieu rural demeurent également au cœur de bon nombre de travaux de recherche. Les stratégies pour plus d'accès au foncier et aux ressources (Martinez, 2018), les rapports de causes à effet entre le développement du féminisme et prolifération de la presse ivoirienne (Seka, 2025) sont pareillement mises en exergue. Malgré cette multitude des travaux, les origines du féminisme en Côte d'Ivoire, la rationalité qui gouverne son évolution et ses impacts, de la période précoloniale au XX^{ème} siècle, demeurent des champs encore non étudiés et peu explorés, d'où le bien-fondé de cette étude.

En réalité, de l'ère précoloniale aux luttes émancipatrices en passant par les guerres de conquêtes coloniales, la femme fut à la fois victime de violences basées sur le genre et actrice de violences. Le mouvement d'éveil commun des femmes, pour une amélioration de leur situation débute en 1949 pour gagner en puissance au fil des décennies. Pourquoi et comment le féminisme a-t-il germé et évolué en Côte d'Ivoire de l'époque précoloniale au XX^e siècle ? Pourquoi la période coloniale est-elle considérée comme une ère de violences psychologiques et de crimes pour la femme ivoirienne ? Pourquoi aussi les années 1990 marquent le début du printemps du féminisme en Côte d'Ivoire ?

Pour en faire la démonstration, nous partons de l'hypothèse que le cadre précolonial a été le terreau des violences psychologiques, des

exactions et crimes de viols. Quelques femmes auraient défié tous ses carcans pour s'illustrer de fort belle manière aux côtés des hommes, à la tête des entreprises sociopolitiques communautaires. Le cadre juridique et institutionnel de l'Union française de 1946 aurait servi de rampe de départ d'un féminisme par des groupes de femmes, toute chose qui monte en puissance avec le vent de démocratisation des années 1990.

Cette communication veut analyser la logique qui sous-tend ces différents rapports entre la femme ivoirienne, la violence précoloniale et l'éveil du féminisme. Pour y répondre, nous avons consulté des informations issues essentiellement d'une bibliographie et des Archives Nationales d'Outre-Mer (ANOM), d'Aix-en-Provence (France).

La méthodologie est basée sur le recoupement des informations collectées, ce qui permet de bâtir notre discours autour de trois axes. D'abord, la femme-victime de violences psychologiques, causées par les clichés coloniaux. Ensuite, la victime des violences physiques et morales, violences ayant pour acteurs, la milice, les gardes civiles indigènes, gardes cercles, tirailleurs sénégalais et militaires de la Coloniale blanche. On étudie également des typologies de crimes (violences physiques, viol, séquestrations, meurtre, assassinat etc). Puis, il s'agit d'examiner ces femmes, génératrices de violences durant la période d'étude : cas d'Akwa Boni, commandant en chef de l'armée baoulé, successeur de la Reine Pokou, Sarankeny Mory, la femme préférée du conquérant Samory Touré. Enfin, les prémices du féminisme, leur évolution et confirmation en un mouvement viable demeurent au cœur de nos critiques.

1. La colonisée aux prises des violences pré-coloniales du XVIII^e siècle à 1949

Ces violences sont psychologiques, causées par les photographies coloniales, assimilant l'Ivoirienne à un objet de plaisir érogène. En outre, les crimes et délits ont fait aussi le malheur de la femme.

1.1. La femme, objet de plaisir sexuel des photographies coloniales

Dans l'imaginaire du colonisateur, les territoires subsahariens sont des terres primitives à guider vers la civilisation européenne. Dans les narratifs des promoteurs de la colonisation, les Africains sont à tort

étiquetés de « sauvages » (O. Saaidia et L. Zerbiny, 2019, p. 15). Le 28 juillet 1885, Jules Ferry ne se justifie-t-il pas en ces termes que : « Les races supérieures ont un droit vis-à-vis des races inférieures (...) Rayonner sans agir, (...) en regardant comme un piège, comme une aventure toute expansion vers l'Afrique ou vers l'Orient, vivre de cette sorte, pour une grande nation, c'est abdiquer » (Assemblée nationale, 1885).

La Côte d'Ivoire qui n'échappe pas à cette vision eurocentriste, est appelée Côte des Mal gens (A. Kanaté, 2014, p. 19). Cette construction coloniale d'une terre de « sauvages » prend aussi appui sur une réputation de pays de sacrifices humains (P. Atger, 1960, p. 442) et cannibalisme. Sur ce dernier point, les populations des régions forestières de l'ouest sont les plus indexées par les premières monographies des administrateurs (T. Gendry, 2018, p. 58).

À cet effet, l'impératif d'apporter la civilisation constitue l'une des justifications de la colonisation et surtout l'usage des méthodes violentes. Sur le champ culturel, les photographies sur la femme ivoirienne participent à cet esprit de cette violence coloniale. Leurs corps dénudés sont exposés au grand public comme objets d'érotisme, de curiosité, dans un rapport de dominants à dominés. Présentée comme une impudique, la femme ivoirienne est victime d'un langage brutal qui l'expose aux regards d'un monde colonial sans vergogne (A. Tirefort, 1989, p. 89). Cette idée d'assimilation de la femme à des objets charnels se renforce avec un voyeurisme choquant et dévalorisant. Pour ce faire, le recours est fait aux plans italien et américain. L'intérêt est de faire de gros plans sur les parties érogènes. Sur 59 portraits en 1940, 51 représentent les femmes (8 montrent le buste, 8 la tête, 10 en pied, 25 en 1/2 grandeur (taille réduite de moitié) comme le montrent les illustrations suivantes :

Photo 1 : Jeune ivoirienne nue exposée dans une carte postale



Source : A. Tirefort, 1989, p.100

Photo 2 : Les poitrines de jeunes filles exposées au grand public



Source : Images et Mémoires n°39, p. 35

De ces photographies, une tendance se dégage : les parties érogènes et sensuelles demeurent les plus exposées. Elles s'aperçoivent comme des invites à scruter les poitrines surplombées de seins bombés par cette virilité africaine. Ce sont des adolescentes, naïves qui, sans leur accord, sont exposées sur la place publique européenne. Outre les seins, les fesses représentent les parties des femmes les plus exposées. Surmontées de cache-sexes laissant entrevoir les rondeurs, enveloppées de pagne, les fesses ont été souvent qualifiées de « croupe », un terme désignant la partie postérieure arrondie qui s'étend des hanches à la queue de certains animaux (cheval, âne...). Ainsi, en faisant de l'Ivoirienne un objet d'exotisme et de plaisir visuel, la carte postale la violentise et sert de vecteur au racisme. Au recto ou verso, des messages contre-nature attisent l'appétit des regards pervers. On peut lire ainsi : « Tes impressions sur ces jeunes beautés nègres », « Il y en a pour tous les goûts » (A. Tirefort, 1989, p. 89). A côté de cette violence psychologique des photographies vexantes, il existe des crimes et divers délits.

1. 2. Les typologies d'exactions contre la femme : violences physiques, viols, meurtres

Exploitrice par essence en raison de sa fondation sur la négation des droits humains primaires, la colonisation fut un long chemin de croix pour les autochtones ivoiriens en général, les femmes en particulier. Les souffrances de ces dernières furent d'abord physiques, avec le portage pour le bon déroulement des guerres de conquêtes et autres missions du colonisateur à travers les régions et localités. Charges en tête, elles furent des maillons essentiels de cette logistique qui permit le ravitaillement permanent des missions et postes militaires en aliments, médicaments et autres produits vitaux ou de premières nécessités (G. Angoulvant, 1916, p. 269). Quand il est rétribué, les coûts du portage sont insignifiants, ce qui renforce le caractère avilissant de cette pratique. En mai 1893, Marchand paie 5frs pour parcourir 50 km (G. Niamkey-Kodjo, 1991, p. 29).

Outre le portage, l'esclavage et la traite humaine firent le malheur de la femme ivoirienne. L'esclave est à la fois une main d'œuvre économique, un élément de prestige social et de reproduction. Les estimations évoquent plus de 500 000 personnes vendues comme esclaves en Côte d'Ivoire en 1900 (A. Sorogo, 2016, p. 45).

Si les grands centres d'achats d'esclaves sont Grand-Lahou, Addah et Avagou durant la traite atlantique, le marché de Tiassalé a été très actif dans la traite intérieure. Les femmes furent déshumanisées par ce commerce honteux. Le prix d'une femme esclave a été de 1200 manilles contre 800 manilles pour un homme. A la seconde moitié du XVIII^e siècle, les guerres de conquête de Mory Touré et de Samory en pays Tagouana et Djimini ont généré beaucoup de captifs qui viennent approvisionner les marchés du pays baoulé, notamment celui de Kotiakoffikro (J-M. Latte-Egue, 2018, p. 95).

Dans les transactions commerciales, l'ivoirienne a été victime d'une forme d'esclavage appelée *gage*. Cette dernière consiste à mettre en garantie auprès du créancier, une jeune fille âgée de plus de dix ans préférence (J-M. Latte-Egue, 2018, p. 95). Dans son courrier du 16 octobre 1892 adressé au Secrétaire Général des Rivières du Sud, le Résident français à la Côte d'Or qualifia « d'actes de sauvagerie » et « de cruauté », les méfaits des tirailleurs du détachement du Lieutenant Ranch. Certaines femmes ont été violentées car leurs familles s'opposent à leur

départ pour une autre colonie avec des tirailleurs¹. En mars 1894, d'autres femmes ont été violées par l'un des 99 Sarakolés recrutés comme garde civile indigène selon le Secrétaire du gouverneur Binger, Jean-François Cousturier². Par ailleurs, plusieurs femmes perdirent la vie, dans des meurtres collectifs ou individuels. En juillet 1909, au poste de Toumodi, le tirailleur Aly Sek tua une femme suite à des soupçons d'adultère (P. Kipré, 1987, p. 62). À Gagnoa en 1914, le tirailleur Saidou Mossi a aussi tenté de violer une femme³.

Lors de la révolte des Abbey, des massacres ont été perpétrés à Diapé et Makoundjé en juin 1910. Les tirailleurs ont tué 54 personnes dont 22 femmes (F. Viti, 2017, p. 64). La fin de la conquête militaire ne rima pas avec la fin des calvaires des femmes. Avec l'exploitation de la colonie, chargés de la surveillance des exploitations et travaux forcés, les gardes cercles causèrent le malheur des femmes. Dans les plantations du Commandant, sur les chantiers routiers, miniers etc, chantages, harcèlements, viols ont meublé le quotidien de plusieurs femmes dans la colonie de Côte d'Ivoire (S. Traoré, 2021, p. 320).

2. Les femmes s'éveillent : des prémices pré-coloniales à un féminisme affirmé

Dans une société précoloniale ivoirienne dominée par l'homme, des femmes ont joué les mêmes rôles que les hommes à la tête de leur société. Ce féminisme afro-africain se mue en féminisme occidental avec le choc créé par la colonisation avec les luttes émancipatrices à partir de 1949.

2.1. Aux origines du féminisme afro-africain en Côte d'Ivoire

Les femmes ne restèrent les bras croisés face à ce triste tableau. Dans la période précoloniale, profitant de leur position politique, des femmes se sont illustrées en dirigeant le destin de leur communauté et peuple. De 1949 à 1990, sous la houlette du parti état qu'était le PDCI, des centaines d'ivoiriennes sont montées au créneau pour travailler en

¹ANOM. SG. CIV. XVI. 2. Troupes et marine. Tirailleurs sénégalais, milice 1892-1898. Rapport sur le détachement du lieutenant de Marine Rauch. Lettre du 16/10/1892 de Bricard au SG Guinée Française à Conakry.

²ANOM. SG. CIV. I. 11. Correspondance générale 1889-1909. Dépêche de Jean François Cousturier, avril-septembre 1894. Rapports sur la situation politique du 7 octobre 1894.

³ SHD. 12J1282-1283. Conseil de Guerre au Dahomey 1915-1923. Côte d'Ivoire registre 1915-1923.

faveur de leur émancipation dans une société patriarcale, peinant à embrasser la modernité.

Il est favorisé par la situation prédominante d'une catégorie de femmes, membres des classes dirigeantes des sociétés pré-coloniales. Dans les sociétés à Etats centralisés, elles sont reines, tantes, sœurs et conseillères épouses préférées des souverains. Elles décident et dirigent au même titre que les souverains et rois. Elles se servent du pouvoir conféré par leur statut politique pour agir sur la trajectoire de la communauté, conférant ainsi à la femme, une place importante sur l'échelle sociale.

Le cas d'Akwa Boni, nièce de la reine Abla Pokou en est une illustration. En 1730, dans la crise de succession qui l'oppose à Akpindrin Malan, chef d'Akwa et gardien des armoiries royales, Akwa Boni s'affirme comme une véritable cheffe militaire et politique. De Sakassou, elle envoie une expédition militaire conduite par Assoi Kouamé contre le village d'Akwa. Akpindrin Malan est décapité, l'unité du baoulé restituée à travers un royaume centralisé, autour d'Akwa Boni qui poursuit les opérations de conquêtes militaires pour agrandir l'espace vital des Baoulé. Les Gouro sont repoussés sur la rive ouest du Bandama, les Agni Morofoé sont défaits entre 1736 et 1740 (D. K. M'Brah, 2022, p. 184).

Par ailleurs, épouse préférée de Samory Touré, Srankegny Konaté a exercé une grande influence sur son époux. Elle a joué un rôle majeur pendant la grande révolte et fit proclamer son fils comme héritier de l'Empire, dès 1890, malgré son jeune âge. Son influence sur la vie politique et militaire de l'empire samorien est dès lors incontestable. De 1892 à 1895, durant l'exode vers l'Est, elle a assumé la sécurité de ses co-épouses avec sa garde personnelle. Son rôle a été considérable dans les négociations avec les colonisateurs. En avril 1897, elle a remplacé son époux au gué de Kuluza, sur le Comoé (Y. Person, 1970, p. 1021).

En décembre 1894, lors de la colonne de Kong, le Colonel Baratier parle de la grande influence sociopolitique de la cheffe de Singrobo : « Le sexe faible est plus considéré, et a plus d'autorité ici que dans la plupart des autres pays d'Afrique. Les maris ont une déférence pour leurs femmes, ils prennent leurs conseils et les suivent » (A. Baratier, 2015, p. 108). Au cours de la retraite de cette colonne en avril 1895, entre

Satama et Kodiokoffi, une femme baoulé a été abattue par les tirailleurs qui l'accusent d'être une féticheuse qui attise les attaques baoulés⁴.

Ce meurtre est symptomatique de la fonction métaphysique jouée par des femmes dans les sociétés ivoiriennes précoloniales. Si la sureté et la sécurité communautaires ont été du ressort des armées, la sécurité métaphysique a été souvent l'affaire des femmes. En pays Odzokru, J.-M. Egue Latte (2018, p. 112) dépeint cette situation : « dans les familles des guerriers, les éléments protecteurs étaient placés sous un mortier sur lequel s'asseyait la mère ou la sœur du guerrier jusqu'à son retour. Elle ne devrait ni boire ni manger encore moins se lever ou quitter le mortier ». Avec la colonisation et son modèle occidental, les femmes agissent en groupe, aux côtés des hommes, pour se faire valoir et entendre.

2. 2 Aux origines coloniales du féminisme occidental dès 1949

Avec la Conférence de Brazzaville de 1944, les conditions sociopolitiques des Africains entament une amélioration progressive. Acquis, la liberté d'association et syndicale jette les bases de l'éveil des populations africaines en particulier des femmes. Plusieurs facteurs expliquent cet éveil des femmes qui se renforce dans la Côte d'Ivoire postcoloniale.

Les premiers facteurs découlent de la volonté des dirigeants politiques de favoriser l'émergence de la femme. En 1946, le député Félix Houphouët-Boigny initie le départ en France de 148 meilleurs écoliers et élèves dont quatre jeunes filles : Thérèse Brou, Marceline Laubhouet, Jane Deny et Marie-Thérèse Sangaret. Appelés compagnons de l'aventure 1946, ces boursiers retournent pour assurer des hautes charges, après l'indépendance (I. A. Kobenan, 2023, p. 27).

Aussi, la lutte émancipatrice dans les instances du PDCI RDA éveille les consciences des femmes en les prédisposant pour les futurs combats féministes. Le cas de l'épouse du député Ouézzin Coulibaly est édifiant. Monitrice d'enseignement, Mamacoucou Ouézzin assure les fonctions de Secrétaire générale du Comité féminin d'Abidjan. Son bagage scolaire et son cercle d'amis formés d'"Africains évolués" fait d'elle, une leader de l'éducation politique des femmes ainsi que de la protestation contre l'arbitraire colonial. La répression de 1949 à 1950 sert

⁴ ANOM. SG. CIV. Correspondance générale 1889-1909. 14a. Dépêches du gouverneur Binger. Courrier du 11 avril 1895 de Binger au ministre des Colonies.

de baptême de feu. Recluses aux tâches genrées, elles organisent la mobilisation féminine autour du PDCI, et participent à l'organisation des marches et boycotts de produits européens. Des visages se font familiers : Marguerite Sacoum Williams, Odette Yacé Ekra, Denise Koffi Gadeau, Georgette Wognin Mockey etc. (P. Pascale, 2022, p. 4).

Par ailleurs, les liens avec la Fédération Démocratique Internationale des Femmes (FIDH), (Y. Gradszkova, 2022, p. 51), affermissent les idéaux pour une femme ivoirienne plus épanouie dans cette société coloniale fortement dominée par les hommes. Une solidarité avec les femmes se forge à l'international pour que les « revendications loyales et légitimes ne soient plus piétinées et bannies » (P. Pascale, 2022, p. 5). Le bulletin d'information de la FDIH de juillet-août 1948 rapporte : « Maintenant, les femmes se groupent dans les sections féminines du RDA, et de leur union et de leur action naîtront les possibilités d'une vie meilleure » (P. Pascale, 2022, p. 5).

En 1949, en réponse aux arrestations des dirigeants du PDCI par le pouvoir colonial, c'est une femme, Anne-Marie Raggi, qui a proposé le « boycottage du commerce européen ». Mise en application dans plusieurs grandes villes, cette tactique a pesé de tout son poids dans la lutte émancipatrice. Les femmes ont eu recours à la danse de l'Adjanou pour mieux combattre le colonialisme (M. Amondji, 1984, p. 103).

Dans ce combat pour un égalité de chance et de droit, les femmes ont bénéficié des appuis du président Félix Houphouët-Boigny. Aux lendemains de l'indépendance, la volonté de ce dernier de construire le modèle de la femme ivoirienne « évoluée » se traduit par des actes concrets : adoption d'un nouveau code civil en 1964 mettant un terme à la juridiction coutumière de l'ère coloniale, l'abolition de la polygamie, de la dot etc (L. Barré, 2018, p. 374). En octobre 1963, la création de l'Association des Femmes Ivoiriennes par la Première Dame constitue un acte fort de cette option du président Houphouët Boigny. Tenant lieu désormais de l'organe féminin du Parti unique (ex-comités féminins), l'AFI embrasse toutes les femmes de la « Nation » surtout celles du monde rural (PDCI, 1975, p. 94).

Progressivement, la représentativité des femmes s'affirme dans les organes de prise de décision. Le 4^e Congrès du PDCI de 1965 marque la nomination de 10 femmes sur les 65 du Comité Directeur. Lors de la 3^e législature de l'Assemblée Nationale, de 1966 à 1970, sur 85 députés, 3 sont des femmes. Au 6^e congrès du PDCI d'octobre 1975, dans son

discours, Félix Houphouët-Boigny a salué le bilan des femmes de l'Association des Femmes Ivoiriennes (AFI) qui, selon lui, demeurent des « partenaires indispensables sans lesquels nous ne saurions imaginer et ordonner notre avenir » (PDCI, 1975, p. 112).

L'année 1976 voit la création d'un Ministère de la Condition Féminine dirigé par Jeanne Gervais puis Hortense Dadié épouse Aka Anghui. En 1983, ce ministère fait adopter un nouveau Code de famille prônant l'égalité entre les hommes et les femmes (C. Beck *et al.*, 2020, p. 29). Comme Jeanne Gervais, Hortense Aka Anghui a été députée à l'Assemblée Nationale de 1965 à 1990, présidente de l'Association des Femmes Ivoiriennes (AFI). En 1985, les principes de représentativité des femmes dans les structures du vieux parti sont admis de tous.

Par ailleurs, les actions des organismes internationaux ont joué un rôle important dans l'émergence du féminisme. Ces actions ont influencé les politiques publiques en faveur de la valorisation des droits de la femme. Tenue du 19 juin au 2 juillet 1975 à Mexico, la 1^{ère} conférence internationale sur les femmes a recommandé aux 133 Etats participants dont la Côte d'Ivoire, des améliorations portant sur la condition des femmes dans la vie interne des pays. Les champs concernés sont entre autres, la vie rurale, l'enseignement et la formation, l'égalité entre les hommes et les femmes, de l'élimination de toutes formes de discriminations à l'égard des femmes, etc. (Nations Unies, 1976).

Au plan international, la période 1975-1985a été consacrée pour positionner la femme au centre des projecteurs. On note des avancées significatives entre autres, l'adoption de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF). Selon I. Duplessis (2021, p. 187), « la décennie 1975-1985 (...) a forcé les gouvernements du monde entier à aborder de front la question des femmes. Plusieurs organes nationaux consacrés à leur avancement ont été établis au cours de cette période ». Les impacts ont été salués par les mouvements féministes ivoiriens. A partir des années 1990, ces derniers semblent avoir poussés des ailes.

3. Le printemps du féminisme en Côte d'Ivoire : d'un féminisme timide à l'affirmation

Le féminisme corsé prend pied avec le vent de démocratisation qui souffle avec le retour du multipartisme après 1990. Des pionnières comme Constance Yai, en profite pour mener des actions vigoureuses. Elle rompt avec les méthodes d'un féminisme timide déjà en vigueur dans les associations corporatistes.

3.1 Un féminisme timide à travers les associations corporatistes

Parallèlement au féminisme encadré par le pouvoir du PDCI, une forme de féminisme s'est développée. Dépendante des rouages du parti État, elle est l'œuvre d'une société civile, constituée d'organisations non gouvernementales (ONG), d'associations, de groupes confessionnels et d'autres acteurs. Soucieux de l'avènement d'une société inclusive où les femmes disposent des mêmes droits que les hommes, elles furent des leviers pour faire des pressions sur les pouvoirs publics.

Au départ, on note des groupes confessionnels qui travaillent pour l'épanouissement des membres. Des idées d'une prise de conscience de la société entière pour plus de place de la femme naissent et se développent. L'enjeu est aussi de déconstruire les appréhensions patriarcales pesant sur la femme. Les associations chrétiennes sont les plus actives. Instituées en 1961, l'Association des Anciennes de Notre-Dame des Apôtres, la Jeunesse Etudiante Catholique Féminine en 1961 et la Jeunesse Agricole Féminine Chrétienne sont des terreaux où émergent des prises de conscience pour changer la situation de la femme chrétienne. En 1965, pour plus d'efficacité, la Jeunesse Agricole Catholique Féminine devient le Mouvement Rural de Jeunesse Chrétienne Féminine⁵.

Rattachés au catholicisme, les mouvements scouts participent à l'édification de la conscience des jeunes en général, des jeunes filles en particulier. En leur sein, les jeunes filles reçoivent des compléments aux formations dispensées par le Ministère de l'Education nationale. Leur affiliation aux Scouts catholiques de France ainsi qu'au Bureau mondial du scoutisme, en 1972, affermit leur ouverture sur les valeurs sociales du monde occidental. La lutte contre l'illettrisme, la conversion des couches

⁵ MRJC, *une association gérée par les jeunes*, ://www.mrjc.org/mrjc. Consulté le 5/12/2025/11h23mn.

sociales pour s'adapter au développement demeurent autant d'objectifs à atteindre (N. Claire, 2024, p. 260).

Le féminisme postcolonial en Côte d'Ivoire résulte aussi du dynamisme des groupes associatifs et professionnels, baromètres d'une société civile engagée pour l'amélioration du statut sociopolitique de la femme. Affiliées à des groupes socioprofessionnels, ces associations œuvrent à l'origine pour la satisfaction des revendications corporatistes. Sous le couvert corporatiste, les membres sensibilisent les femmes sur leurs droits. Elles mobilisent pour le vote de nouvelles lois en faveur de l'égalité homme-femme : la ligue ivoirienne des secrétaires fondée en 1980, l'association pour l'amélioration et l'aménagement du cadre de vie créée en 1986, l'association des femmes cheffes d'entreprises en 1988, l'association des femmes juristes de Côte d'Ivoire (D. Marie Estelle, 2022).

Au plan syndical, des lignes bougent dans la conscience collective grâce aux figures indépendantes de l'administration, notamment Simone Ehivet, Angèle Gnonsoa, etc. En effet, la crise économique du début des années 1980 occasionne beaucoup de remous sociaux. Les revendications sociales se multiplient. Sur ce front assez bouillant, le gouvernement de Felix Houphouët Boigny est secoué. Comme Simone Ehivet Gbagbo, Angèle Gnonsoa a su s'imposer sur un champ traditionnellement dominé par les hommes (S. Sall, 2026, p. 20). Malgré les obstacles socioculturels, elles ont servi de modèles à d'autres femmes. Pour voir un féminisme efficace, combattif et œuvrant à visage découvert, sans langue de bois, il faut attendre après 1990.

3. 2 L'affirmation du féminisme à partir des années 1990

Marqués par la fin de la guerre froide, les débuts des années 1990 se distinguent aussi par l'instauration du multipartisme dans les pays africains. Secoués fortement par les crises économiques des années 1980, pressés par les partenaires européens et institutions de Bretton Woods, bon nombre d'Etats africains réinstaurent le multipartisme. Cette ouverture démocratique s'accompagne de la libération de la parole dans l'espace public (N. Kouamé, 2015). En Côte d'Ivoire, cette libéralisation est optimisée par la privatisation du monde des médias qui, est suivie d'un foisonnement de périodiques. A côté des journaux indépendants, plusieurs entreprises de presse sont affiliées aux partis politiques naissants (A. Sangaré, 2017, p. 242).

Le vent de multipartisme qui souffle sur l'Afrique favorise plus de liberté et de prises de parole. L'espace public devient un champ où domine la contradiction. On parle de seconde démocratisation de la Côte d'Ivoire (H. Bastart, 2014, p. 43). Conscientes de leurs poids, les femmes de toute classe sociale sont de plus en plus présentes dans les débats. La société civile se renforce avec un foisonnement d'organisations de lutte pour l'égalité de sexe. Les langues se délient.

Dans cette société ivoirienne en pleine mutation, toutes les occasions sont mises à profit pour impacter la conscience collective. A titre d'exemple, en mai 1991, la répression militaire dans la cité universitaire de Yopougon suscite une véritable levée de boucliers (P. David, 2009, p. 47). Selon Constance Yai, l'AIDF est née suite aux violences faites aux étudiantes sur le campus universitaire d'Abidjan en 1992. Pour exprimer notre ras-le-bol, nous avons créé cette association. Les femmes ont des besoins spécifiques qui doivent être respectés même dans les conflits ou de crises (Y. Constance, 2023).

Par ses méthodes virulentes, l'Association Ivoirienne des Droits de la Femme (AIDF) a contribué à l'avènement d'un féminisme corsé en Côte d'Ivoire. Plus rien ne devient comme avant. On sort des sentiers battus que sont les salles climatisées des rencontres, panels, colloques pour investir le quotidien des populations. Des vagues de campagnes sont menées contre les mutilations génitales féminines et autres violences basées sur le genre. Les dénonciations publiques se multiplient pour susciter un changement de comportement (Y. Constance, 2023). Des lois sont aussi votées contre le mariage forcé, le harcèlement sexuel, etc. Les réflexes contre les pratiques rétrogrades atteignent toutes les dimensions de la société ivoirienne (N'GUESSAN Kouamé, 2015).

La lutte pour l'émancipation économique concentre pareillement de nombreuses attentions : accès aux micro crédits, amélioration des conditions de travail, accès aux meilleurs soins de santé. La promotion politique des femmes constitue aussi un front en ébullition. Il s'agit pour des organisations comme le Réseau Ivoirien Des Organisations Féminines, l'Association Ivoirienne pour la Défense des droits de la Femme et l'Association des femmes juristes de Côte d'Ivoire, etc d'encourager les femmes à siéger dans des sphères de décision pour changer le cours des choses (M.-M. F. Chourouba, 2001, p. 311).

Cependant, ces combats buttent sur de nombreux clichés sociologiques, hérités des siècles antérieurs. Dans la cosmogonie africaine en général, l'homme est considéré comme supérieur à la femme. Ces mentalités ancrées dans les sociétés patriarcales font penser aux hommes qu'ils ont le droit de domination sur la femme. Cette conception exerce des répercussions dans toutes les sphères de la société, même dans les milieux féminins. Pire, elle bloque la dynamique impulsée par les mouvements féministes confirmés (N. Frédérique, 2013).

Pour y faire face, des organisations féministes rivalisent d'ingéniosité. On peut citer l'académie politique de Carelle Laetitia Goli qui dispense des formations politiques aux femmes, l'ONG Woman Leader œuvre en faveur de la promotion du droit à l'éducation et à la santé de la jeune femme. 6000 jeunes filles élèves ont bénéficié de la campagne « Jeune fille, ta santé importe ». La normalisation des relations parents-enfants, des attitudes à développer pour plus de leadership féminin sont les objectifs visés par le centre Manowach (D. Marie Estelle, 2022).

Par ailleurs, avec l'essor des réseaux sociaux, le féminisme semble pousser des ailes. Un cyber féminisme prend de plus en plus de l'ampleur pour briser tous ces pesanteurs socioculturelles. Les facilités communicationnelles offertes de la toile mondiale sont mises à profit pour sensibiliser davantage. Un public de plus en plus grand est touché. Comme il faut s'y attendre, ces offensives impactent « les politiques, les mœurs, les pensées sociales construites sur les stéréotypes contre « la femme africaine » mais aussi les comportements sexistes qui pendant longtemps étaient tolérées » (N. Frédérique, 2013). La campagne « #VraieFemmeAfricaine » sur les réseaux sociaux en est une véritable illustration. Initiée par Traoré Mariam Bintou, cette campagne vise à dire stop aux stéréotypes sexistes.

Conclusion

L'extension du rôle de la femme ivoirienne dans la société et la manifestation des élans d'égalité avec les hommes ont des origines multiséculaires en Côte d'Ivoire. Victimes des violences psychologiques et physiques entre autres, les viols, esclavages, meurtres, enlèvements etc, des femmes vont briser ce carcan.

Elles mettent à profit leur proximité avec le pouvoir politique et militaire, pour impacter positivement le destin de leur peuple. Elles dirigent des groupes d'hommes pour mener des guerres ou sécuriser des régions. Sous leur houlette, plusieurs conflits de conquêtes territoriales sont conduits par leurs armées pour étendre l'hégémonie de leur peuple.

Mais, pour l'Ivoirienne, les premiers signes de la lutte collective pour améliorer le statut social et politique apparaissent en 1949, dans les rangs du PDCI, alors engagé sur le front de la décolonisation. Après l'indépendance, les dirigeantes des structures féminines du PDCI poursuivent leur travail en faveur des femmes, sous encadrement des premiers responsables du pays. Cette interdépendance produit certes des effets, mais laissa beaucoup d'observateurs sur leur faim.

Pour voir un virage à 180 degrés vers un féminisme vigoureux et percutant, il faut attendre l'avènement de la liberté d'expression, au début des années 1990, dans un contexte de réinstauration du multipartisme, marqué par le printemps de la presse ivoirienne. Baptisée aussi printemps du féminisme, cette époque voit la mobilisation des femmes à travers la société civile pour monter au front et glaner des progrès dans leur condition de vie, sur les plans juridiques, culturels et sociopolitiques. Face à la persistance des obstacles rétrogrades, des initiatives se sont multipliées notamment le cyber féminisme. Quel bilan peut-on dresser de cette lutte via les réseaux sociaux ? ces analyses vont faire l'objet d'études ultérieures.

Sources et références bibliographiques

1. Sources d'Archives

Archives Nationales d'Outre-Mer (ANOM) Aix-en-Provence (France)

ANOM. SG. CIV. XVI. 2. Troupes et marine. Tirailleurs sénégalais, milice 1892-1898. Rapport sur le détachement du lieutenant de Marine Rauch. Lettre du 16/10/1892 de Bricard au SG Guinée Française à Conakry.

ANOM. SG. CIV. I. 11. Correspondance générale 1889-1909. Dépêche de Cousturier, avril-septembre 1894. Rapports sur la situation politique du 7 octobre 1894.

Service Historique de la Défense- Paris Vincennes

SHD. 12J1282-1283. Conseil de Guerre au Dahomey 1915-1923. Côte d'Ivoire registre 1915-1923.

2. Références bibliographiques

Amnesty International, 1994. *Côte d'Ivoire, liberté d'expression et d'Association menacée*. <https://www.amnesty.org/fr/wp-content/uploads/sites/8/2021/06/afr310031994fr.pdf>. Consulté le 18/12/2025/12h22 mn

AMONDJI Marcel, 1984. *Félix Houphouët et la Côte d'Ivoire, l'envers d'une légende*, Karthala, Paris.

ANGOULVANT Gabriel, 1916. *La pacification de la Côte d'Ivoire : 1908-1915, méthodes et résultats*, Emile Larose, Paris.

Assemblée Nationale, 1885. Jules Ferry (28 juillet 1885), sur le lien : <https://www2.assemblee-nationale.fr/decouvrir-l-assemblee/histoire/grands-discours-parlementaires/jules-ferry-28-juillet-1885>. Consulté le 9/11/ 2025/9H16.

ATGER Paul, 1960, « Les comptoirs fortifiés de la Côte d'Ivoire (1843-1871) », in *Revue française d'histoire d'outre-mer*, tome 47, N°168-169, pp. 427-474.

BARATIER Albert, 2015. *Épopées Africaines*, Harmattan, Paris.

BARRE Louise, 2018, « Mettre son nom » : revendications familiales au sein de procédures d'identification (Côte d'Ivoire 1950-1970) », in *Genèses* 2018/3 n° 112, pp. 12-36, Éditions Belin.

BARRE Louise, 2018, « Des femmes « évoluées » pour une nouvelle Nation (Côte d'Ivoire, 1964) », in *Cahiers d'Etudes Africaines : Photographies contestataires, usages contestés*, Paris, pp. 373-398.

BARTHELEMY Pascale, 2022. *Les Africaines et la « médiation communiste » (1949-1950)*. <https://doi.org/10.4000/books.psorbonne.113192>. Consulté le 14/12/2025/18h35mn

CLAIRE Nicolas, 2024, « Les mouvements de jeunesse à l'heure des indépendances : dessiner les frontières d'une jeunesse patriote », in *Une si longue course*, Presses universitaires de Rennes, <https://books.openedition.org/pur/239840>. Consulté le 14/12/2025/20h41mn.

DAGNOGO Nakanfè, 2025, « Le féminisme en ligne en Côte d'Ivoire », in *Féminisme numérique aux Nords et aux Suds*, 92^e Congrès de l'ACFAS, Montréal, pp. 25-96.

DAVIE Philippe, 2009. *La Côte d'Ivoire*, Karthala Éditions, Paris.

DEBORAH Marie Estelle, 2022. *Côte d'Ivoire : le féminisme à l'épreuve*. <https://igg-geo.org/2022/04/07/cote-divoire-le-feminisme-a-lepreuve/>. Consulté le 7/12/2025/12h05mn.

DUPLESSIS Isabelle, 2021, « Les droits des femmes et les Nations Unies : d'hier à aujourd'hui », in *Revue québécoise de droit international*, pp. 183-198.

EGUE LATTE Jean-Michel, 2018. *L'Histoire des Odzokru, peuple du sud de la Côte d'Ivoire, des origines au XIX^e siècle*, l'Harmattan, Paris.

GENDRY Thaïs, 2018, « Le cannibale et la justice De l'obsession coloniale à la mort pénale (Côte d'Ivoire et Guinée française, années 1920) », in *Vingtième Siècle, Revue d'histoire* 2018/4 N° 140, pp. 55-68, Éditions Presses de Sciences Po, Paris.

GRADSKOVA Yulia, 2022, « Le travail de la WIDF pour les droits des femmes dans les pays (post)coloniaux et l'agenda soviétique », in *Revue internationale de l'histoire sociale*, 67(S30), pp. 155-178, Paris.

KIPRE Pierre, 1985. *Villes de Côte d'Ivoire, 1893-1940*, les Nouvelles Éditions Africaines, Abidjan.

KIPRE Pierre, 1987. *Mémorial de Côte d'Ivoire : la Côte d'Ivoire coloniale*, Ami, Abidjan.

KOBENAN Innocent Anaky, 2023. *Alassane Ouattara contre la nation ivoirienne*, l'Harmattan, Paris.

KODJO Niamkey Georges, 1986. *Le Royaume de Kong des origines à 1897*, Thèse d'Etat, université de Provence.

LEZOU Koffi Aimée-Danielle, 2022, « Vraie Femme Africaine : Analyse des matérialités discursives d'un stigmat », in *Itinéraires*, pp. 1-19.

M'BRAH Désiré Kouakou, 2020, « Lumière sur la gestion calamiteuse de l'héritage de la reine Abla Pokou : la guerre fratricide entre Walebo et Akawa au XVIII^e siècle », in *Bouaké, histoire et mutation d'une ville africaine*, Actes du colloque international, université Alassane Ouattara, Bouaké, 11, 12 et 13 mars 2020, pp. 169-206, NEA, Abidjan.

MARTINEZ Andréa et al., 2018, « Les frontières poreuses de l'égalité hommes-femmes en Côte-d'Ivoire : recherche au sein des peuples Akan et Krou », in *Cahiers du Genre*, 2018/2, N° 65, pp. 193-214.

MOUGIN Thadée, 2020, « Bintou Mariam Traoré, le combat pour un féminisme africain », in *Hommes & migrations*, N° 1331, pp. 215-216.

MRJC, Une association gérée par les jeunes : www.mrjc.org/mrjc. Consulté le 5/12/2025/11h23mn.

N'GUESSAN Kouamé, 2015, « Une réflexion récente en Côte d'Ivoire sur le multipartisme et l'ethnisation de la vie politique : faut-il regretter le parti unique ? Pouvoirs anciens, pouvoirs modernes de l'Afrique d'aujourd'hui », Presses universitaires de Rennes, pp. 169-194. <https://doi.org/10.4000/books.pur.62407>. Consulté le 7/12/2025/12h22mn

NANAN Frédéric, 2013. *Droits des femmes en Côte d'Ivoire et en Afrique : entre avancées majeures et défis persistants*. <https://www.ellecotedivoire.com/droits-des-femmes-en-cote-divoire-et-en-afrique-entre-avancees-majeures-et-defis-persistants/>. Consulté le 8/12/2025/16h45mn.

Nations Unies, 1976. *Rapport de la conférence mondiale de l'année internationale de la femme*. <https://docs.un.org/fr/E/CONF.66/34>. Consulté le 3/12/2025 10h13mn.

PARTI DEMOCRATIQUE DE COTE D'IVOIRE, 1975. *VI^e Congrès*, 15 au 17 octobre 1975, Fraternité Hebdo, Abidjan.

PERSON Yves, 1970. *Samory, une révolution Dyula*, tome II, IFAN, Dakar.

SANGARE Abdoulaye, 2017, « Côte d'Ivoire, le journalisme agonise et la presse s'effondre. Diagnostic d'une presse au fond du trou », in *Afrique contemporaine*, 2017/3 N° 263-264, pp. 242-244.

SOROGO Awa, 2016. *Le système esclavagiste dans le baoulé-nord : le cas du marché d'esclaves de Kotiakofikro (1893-1906)*, Mémoire de maîtrise, université Alassane Ouattara, Bouaké.

TIREFORT Alain, 1989. *Européens et assimilés en Basse-Côte d'Ivoire, 1893-1958/1960 : mythes et réalités d'une société coloniale*, Thèse de doctorat, université Bordeaux 3, Bordeaux.

VITI Fabio, 2017, « Les massacres de Diapé et de Makoundié (Côte-d'Ivoire, juin 1910), Entre répression coloniale et violences interafricaines », in *Cahiers d'Études Africaines*, pp. 59-88, Paris.

YAI Constance, 2023, « Nous sommes féministes parce que nous sommes amoureux de la liberté ». <https://eyala.blog/entretiens/constance-yai-partie-1>. Consulté le 8/12/2025/9h15mn.